

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
dont le siège sociale est situé à :

2 rue Antoine Charial
69003 LYON

Ci-après désigné "l'acheteur"

**Etalonnage et vérification de matériels de mesure en température et
hygrométrie – sous accréditation et hors accréditation**

3 sites géographiques : Autun (AA), Bron (DRIM), Clermont-Fd (ACF)

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Réf 25-013_AC1

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 5 – PENALITES.....	8
ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHE.....	8
ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	10
ARTICLE 8 - AVANCE.....	11
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 10 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 11 – GARANTIE.....	14
ARTICLE 12 – RESPONSABILITE.....	15
ARTICLE 13 – ASSURANCES.....	15
ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHE.....	15
ARTICLE 15 – REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	16

PRÉAMBULE

Les missions de contrôles travaux, d'études, d'expertises, de certification et de recherches de la Direction territoriale Centre-Est (DterCE) du Cerema reposent sur des mesures in-situ ou en salles d'essais qui impactent directement leur qualité finale. Pour fiabiliser ses résultats, la DterCE doit s'assurer que les équipements de mesure utilisés répondent aux exigences de la qualité requises pour l'ensemble de ses activités en garantissant leur raccordement métrologique auprès de références nationales et internationales nécessaires pour assurer la fiabilité des résultats. Dans le cadre des prestations d'essais et mesures réalisées par la DTerCE, les matériels utilisés doivent faire l'objet d'étalonnage et de vérifications régulières.

Les métrologues du Cerema Centre-Est sont répartis sur 3 sites : Autun (AA), Bron (DRIM) et Clermont-Ferrand (ACF).

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet l'étalonnage et la vérification de matériels de mesure en température et hygrométrie – sous accréditation et hors accréditation- du Cerema Centre-Est sur ses sites de Autun (AA), Bron (DRIM) et Clermont-Ferrand (ACF) situés respectivement :

- site d'AUTUN :

Agence d'Autun (AA)
Boulevard Giberstein - BP 141
71405 AUTUN

- site de BRON :

Département Risques - Infrastructures – Matériaux (DRIM)
25 Avenue François Mitterrand - CS 92803
69674 BRON

- site de CLERMONT-FERRAND :

Agence de Clermont-Ferrand (ACF)
8-10 rue Bernard Palissy
63017 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au présent document.

1.2 – Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en un lot unique : Etalonnage et vérification de matériels de mesures en **Température et Hygrométrie** par un organisme **accrédité COFRAC ou équivalent** – 3 sites de la DterCE concernés : Agence d'Autun / Agence de Clermont-Ferrand et Département DRIM (Bron)

Les prestations doivent être réalisées par un titulaire disposant d'une accréditation COFRAC ou équivalent. L'annexe 2 au présent CCP indique, pour chaque matériel listé :

- si l'accréditation est obligatoire, non obligatoire, le cas échéant souhaitable, car cela dépend des essais réalisés avec chaque matériel.
- si l'intervention du matériel doit être programmée sur le site du Cerema concerné ou si l'intervention sur le matériel peut être réalisée dans les locaux du prestataire.

Les prestations doivent être en adéquation avec les exigences métrologiques figurant dans l'annexe 2 au présent CCP.

1.3 – Forme et quantité du marché

Le marché a été passé suite à une procédure adaptée en application de l'article R2123-1-2° du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec maximum de 40 000 euros HT sur la durée totale de l'accord-cadre, conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique. Il est exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

1-4. Prestations similaires

L'acheteur pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter du 30 septembre 2025 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée ferme jusqu'au 14 juillet 2029.

Les bons de commande pourront être émis à la date de notification.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre et son annexe :
 - o annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - o annexe 1 : modèle de plan de prévention simplifié;
 - o annexe 2 : liste des matériels objets du marché
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié
- L'offre technique du titulaire

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 – Responsables chargés du suivi technique pour le CEREMA Centre-Est

Pour le Cerema Centre-Est, le suivi technique du déroulement global du marché est assuré par les métrologues du site de Bron (Estelle MARANO et Rémi PICOT).

Chacun des métrologues des 3 sites (Autun, Clermont-Ferrand et Bron) sont responsables de la préparation des commandes et du suivi de leur exécution, leurs noms respectifs seront communiqués dès le démarrage du marché.

4.2 – Émission des bons de commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes dématérialisés via le service comptable du Cerema.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 16 h par courrier électronique.

Chaque bon de commande précise :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La liste des matériels faisant l'objet de l'intervention ;
- La nature des prestations à effectuer ;
- La quantité commandée par prestation ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les conditions d'exécution et en particulier la date prévue d'étalonnage (sur rendez-vous pris préalablement avec le titulaire).

4.3 – Responsable désigné par le titulaire

Un interlocuteur unique est désigné par le titulaire aux représentants du Cerema Centre-Est. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des prestations qui leur sont confiées. Il déclare prendre en charge les matériels sans réserve.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, pour des raisons liées au comportement, ou encore à la sécurité, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

4.4 – Qualité et contrôle

Les matériels sont vérifiés par campagne, à date anniversaire du contrôle (à plus ou moins 30 jours). Les dates de campagne sont différentes selon les sites géographiques.

Les dates d'intervention sont discutées et fixées en amont entre le titulaire et le service demandeur. Elles sont précisées sur le bon de commande.

Le service demandeur prend toutes les dispositions pour être présent. En cas d'absence, l'intervention n'est pas programmée avec le prestataire si aucun personnel du service n'est présent pour accueillir et accompagner le technicien.

A la fin de chaque prestation, les documents suivants seront à fournir par le titulaire :

- Une vignette d'étalonnage ou vérification du matériel, apposée sur le matériel et sur laquelle figurera *a minima* le numéro du matériel et la date de l'intervention,
- Un rapport individuel de contrôle métrologique (vérification et/ou étalonnage) pour chaque instrument, délivré sous un délai maximum de 21 jours calendaires après l'intervention,
- Une fiche d'intervention établie par le titulaire du marché après chaque intervention.

La vérification portera sur les exigences des référentiels d'accréditation ou, lorsqu'elles sont spécifiées, sur les exigences métrologiques exprimées dans la description des prestations (annexe 2 du CCP).

Le titulaire devra réaliser les divers examens et essais techniques propres à la vérification périodique d'un instrument de mesure en utilisant des moyens étalons en cours de validité.

4.5 - Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

4.5.1 – Confidentialité et impartialité

Lors de chaque venue du titulaire dans les locaux du Cerema, il lui sera demandé de signer un document de confidentialité-impartialité nominatif. Ce document sera conservé dans les documents du site concerné.

Le titulaire met en place, à ses frais, l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations métrologiques, notamment les adaptations mécaniques nécessaires à l'étalonnage des matériels.

4.5.2 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cet accord-cadre. Cependant, les interventions des entreprises extérieures intervenant sur site feront l'objet d'un plan de prévention conformément au décret n°92-158 du 20 janvier 1992.

Ces dispositions sont indiquées dans le modèle de plan de prévention simplifié qui figure en annexe au présent CCP.

4.6 – Clause sociale

L'acheteur s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics. Le présent accord-cadre est soumis à un effort d'insertion volontaire qui pourra prendre la forme voulue par le titulaire.

4.7 – Clause environnementale

Le Cerema est particulièrement sensible à la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation, aussi le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'optimiser au mieux la gestion des déchets produits (Recyclage, tri-sélectifs, traçabilités, ...). Le titulaire communique au Cerema ses engagements, notamment en matière d'organisation et de gestion de ses déchets, en lien avec l'objet du marché.

4.8 – Délais d'exécution

Les dates d'intervention des prestations sont fixées dans chaque bon de commande en fonction des dates d'anniversaire des vérifications des matériels.

Les délais d'exécution sont ceux fixés dans l'offre du titulaire, toutefois la durée d'immobilisation du matériel ne pourra dépasser 45 jours à compter de l'arrivée sur site du titulaire ou de l'arrivée du matériel chez le titulaire.

En d'autres termes la prestation doit être réalisée et le matériel rendu sur site ET opérationnel dans ledit délai de 45 jours maximum, à défaut des pénalités de retard sont applicables comme précisé à l'article 5 ci-après.

4.9 – En cas de matériel défectueux ou nécessitant une remise en état avec nouvelle vérification

cas 1 : vérification de matériel sur un site Cerema :

Dans le cas de figure où une machine/ un matériel s'avère défaillant(e), en panne, le jour même de la vérification sur site, le Cerema se chargera, conjointement avec le titulaire, de reprogrammer le plus rapidement possible une visite complémentaire. Les frais de déplacements afférents seront pris en charge par le Cerema sur présentation de la facture correspondante.

Si le matériel est réparable, une nouvelle intervention sera programmée le plus rapidement possible avec une prise en charge financière par le Cerema des possibles surcoûts associés (réparation, vérifications complémentaires notamment) au travers d'un bon de commande spécifique, réalisé sur devis avec validation de celui-ci pour acceptation des tarifs.

En cas de prix anormalement élevé par rapport aux sous-détails fournis par le titulaire à l'appui de son offre, le Cerema pourra librement contacter un autre prestataire.

Cas 2 : vérification de matériel chez le titulaire :

Dans le cas de figure où une machine/ un matériel s'avère défaillant(e), en panne, le jour même de la vérification chez le titulaire, le Cerema demandera selon le cas, soit le retour de son matériel défectueux à ses frais, soit une prestation de remise en état par le titulaire, si ce dernier est compétent pour le faire. La réparation est une possibilité et non une obligation contractuelle.

Si le matériel est réparable, une nouvelle intervention sera programmée le plus rapidement possible avec une prise en charge financière par le Cerema des possibles surcoûts associés (réparation, vérifications complémentaires notamment) au travers d'un bon de commande spécifique, réalisé sur devis avec validation de celui-ci pour acceptation des tarifs.

En cas de prix anormalement élevé par rapport aux sous-détails fournis par le titulaire à l'appui de son offre, le Cerema pourra librement contacter un autre prestataire.

ARTICLE 5 – PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS

5.1 Généralités

Les pénalités sont cumulables avec les réfections et l'exécution aux frais et risques.

Les pénalités listées ci-après sont cumulatives et appliquées sur le montant TTC des sommes à régler.

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

5.2 Pénalités de retard

Les pénalités sont applicables quel que soit le lieu d'exécution de la prestation, sur site Cerema ou chez le titulaire.

- En cas de non-respect de la date d'intervention prévue au bon de commande

Sans avoir prévenu à minima 2 jours ouvrés avant la date prévue le service Cerema concerné, le titulaire encourt, par jour de retard, une pénalité de 200€, à compter de la date d'intervention prévue.

- En cas de retard dans l'achèvement des prestations ou non respect du délai maximum d'immobilisation

Le titulaire encourt une pénalité journalière de 80€ à compter de la date prévue de l'achèvement des prestations

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€ en cas d'indisponibilité du matériel dépassant le délai de 45 jours listé à l'article 4.8 ci-avant.

- En cas de non-respect du délai de remise des rapports d'intervention

Le délai de remise des rapports d'intervention (vérification et/ou étalonnage) est de 21 jours à compter de la fin de l'intervention. Passé ce délai, le titulaire encourt, par jour de retard, une pénalité de 80€.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHE

6.1 – Nature du prix

Le marché est conclu aux prix unitaires tels que fixés au Bordereau des prix unitaires, annexe de l'acte d'engagement.

6.2 – Contenu des prix

Les prestations sont réalisées soit sur site Cerema soit chez le titulaire comme indiqué dans l'annexe 2 au présent CCP, et dès lors suivant le cas de figure le contenu des prix diffère comme stipulé ci-après :

✎ Pour les matériels dont les prestations sont réalisées sur site du Cerema :

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont seules applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels, transport, déplacements et sujétions du titulaire. Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

Pour rappel en cas de matériels défectueux comme décrit à l'article 4.9 cas 1 ci-avant nécessitant une nouvelle vérification, des frais de déplacement seront payés en sus sur présentation de la facture correspondante .

✎ Pour les matériels dont la prestation est réalisée chez le titulaire :

Le Cerema prend en charge l'envoi des matériels chez le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels, déplacements, transport retour sur site et sujétions du titulaire.

Le titulaire assurera à ses frais le transport retour du matériel sur site Cerema.

Dans tous les cas il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

6.3 – Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, le mois Mo indiqué dans le règlement de la consultation. Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA (HT).

Les prix sont fermes pendant la première année contractuelle puis sont révisables annuellement . La révision des prix interviendra à chaque date d'anniversaire du marché (à savoir le 30 septembre, ou à la date de notification si celle-ci est postérieure) en application de la formule suivante :

$$P = P_o * [0.50 + 0.50 * (ICHT_{rev TS} / ICHT_{rev TSo})]$$

Dans laquelle :

-P et P_o sont respectivement les prix révisés et les prix de base du marché

-ICHT-revTS : La valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - identifiant 001565195 , du mois n-4 du mois d'anniversaire du marché de l'année de révision.

-ICHT-revTSo : La valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 – identifiant 001565195, du mois M0.

Ils sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les prix révisés sont transmis au CFM à l'adresse suivante : (Centre financier mutualisé Bron)
cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

6.4 – Intégration de matériels en cours de marché

En cas d'ajout d'une prestation déjà présente au marché sur un équipement de marque et type existant, le prix ne pourra être supérieur au prix du marché. En cas de prix identique il sera ajouté au parc par envoi d'un ordre de service spécifique mettant à jour l'annexe 2 au présent CCP et l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

En cas et seulement en cas de prix inférieur le prix nouveau sera intégré par voie d'avenant.

En cas d'ajout d'une prestation non présente au marché sur un équipement, le Cerema demandera un devis au titulaire. Celui-ci transmettra au Cerema un devis indiquant le prix de la prestation conformément à l'article 6.2 contenu des prix ci-avant.

Le prix nouveau sera intégré par voie d'avenant qui mettra à jour annexe 1 à l'acte d'engagement et la liste de matériels en annexe 2 au présent CCP.

En cas de réponse négative à la sollicitation ou de remise de prix de la prestation anormalement élevé, le Cerema pourra librement contracter avec un autre prestataire.

Tous les échanges entre le Cerema et le titulaire se font via le profil acheteur PLACE ou par messagerie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

7.1 – Régime des paiements

La facturation des prestations interviendra après exécution et décision d'admission.

7.2 – Demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent - *a minima* - outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de facture ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;

- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro de Siret (**mention obligatoire**) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise ;
- Le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G FCS ;
- La somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le taux de la TVA légalement applicable et montant total de la TVA correspondant ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- L'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur) ;
- Le Siret de l'acheteur ;
- Les références bancaires et moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant Chorus Pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

7.3 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. L'acheteur règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la direction indiquée dans le bon de commande.

ARTICLE 8 - AVANCE

Sans objet.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE

9.1 – Dispositions générales

9.1 .1 – Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

9.1 .2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

9.2 – Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCP.

9.3 – Confidentialité

Le titulaire s'engage à respecter l'obligation de confidentialité des informations et documents dont il a connaissance aux fins de l'exécution des prestations et dont il ne rend compte qu'aux personnes habilitées.

9.4 – Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre les renseignements exigés par le code de la commande publique.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés ci-dessus, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

ARTICLE 10 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

10.1– Vérifications

Par dérogation à l'article 27.2.1. du CCAG, aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur

Des opérations de vérification seront effectuées par le Cerema dans les conditions suivantes :

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives se dérouleront dans un délai de 15 jours à compter de la réception du rapport de vérification.

Les contrôles que chaque service CEREMA effectuera avant de certifier le service fait porteront notamment sur :

- la conformité du programme (nombre des matériels vérifiés et étalonnés et éventuelles prestations complémentaires demandées, respect du programme d'étalonnage et/ou de vérification des matériels, fourniture des incertitudes associées à l'étalonnage et/ou la vérification) ;

- les certificats d'étalonnage et/ou constats de vérification COFRAC si demande spécifiée ;
- la conformité des indications relatives aux matériels vérifiés sur les rapports d'essais (identification des matériels, étiquetage...) ;
- la clarté et la pertinence des informations mentionnées notamment sur les certificats d'étalonnage et/ou constats de vérification COFRAC.

Le service du Cerema prononce l'admission de la prestation au regard dudit rapport.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou en l'absence de décision dans un délai de 15 jours à compter de la réception du rapport complet susvisé.

10.2 – En cas d'erreur constatée

En cas d'erreur constatée par le Cerema sur un certificat d'étalonnage ou un constat de vérification, une nouvelle version du rapport sera demandée et devra être remise dans un délai de 15 jours maximum suivant la demande.

La fourniture d'un nouveau rapport ne donnera pas lieu à facturation complémentaire.

10.3 – En cas de non respect de la commande

Si les prestations ne correspondent pas à celles demandées, une décision de rejet, d'ajournement ou de réfaction sera prononcée. L'acheteur dispose d'un délai de 15 jours maximum à partir de la remise du rapport ou des résultats de vérification ou d'étalonnage pour notifier au titulaire sa décision.

En cas d'ajournement ou de rejet, le délai dont dispose le titulaire pour procéder à une nouvelle livraison est fixée dans la décision.

ARTICLE 11 – GARANTIE

Cet article déroge à l'article 33 du CCAG FCS.

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date d'effet de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les pièces, main d'œuvre et les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

A l'expiration du marché, le titulaire remettra au Cerema les bons de garantie (ou document équivalent) des pièces détachées qu'il a remplacées et qui sont encore sous garantie fabricant.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITE

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique, de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CEREMA. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter du commencement du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire et ses sous-traitants éventuels devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHE

14.1 – Résiliation sans faute

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.

14.2 – Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 41.1 k) du CCAG FCS une indisponibilité constatée pendant trente jours consécutifs ne donnera pas lieu à une résiliation du marché pour faute du titulaire.

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 45 du C.C.A.G.-FCS, notamment en cas de non-respect des délais contractuels.

14.3 – Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Lyon en vertu de l'article R312-11 du code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG FCS, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.